

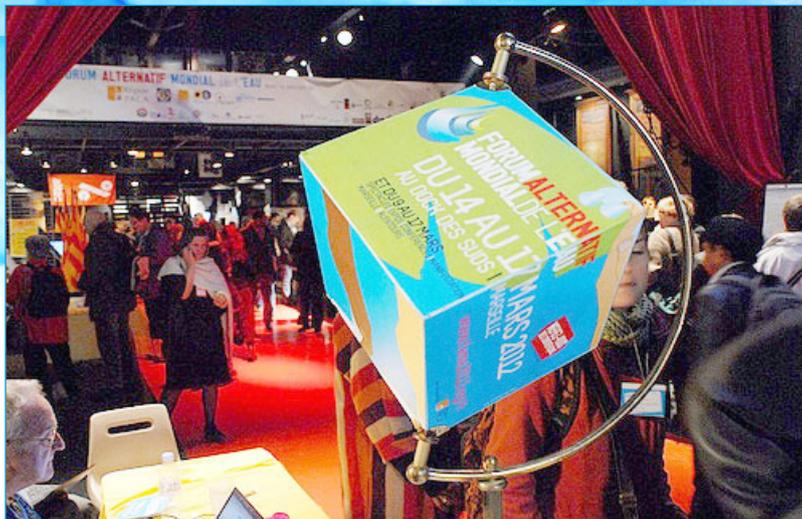
Coordination
EAU-Île-de-France



LE FORUM ALTERNATIF MONDIAL DE L'EAU FAME 2012 UN VÉRITABLE SUCCÈS POPULAIRE !

Plus de 5 000 personnes se sont pressées au Dock des Suds, à Marseille du 14 au 17 mars 2012, pour participer aux ateliers, séances plénières, controverses, etc.

Avec trente fois moins de moyens financiers mais sans doute un peu plus de convictions, le FAME a fait jeu égal avec le Forum mondial de l'Eau.



« Les organisateurs et les volontaires du FAME méritent les plus vives félicitations pour la réussite du forum alternatif le plus élaboré à ce jour. »

Darcey O'CALLAGHAN

- International Policy Director, Food & Water Watch

L'eau rassemble, au-delà des clivages habituels, comme le montrent les mouvements citoyens pour l'eau en Italie, en Bolivie et partout dans le monde.

Le FAME a mis en évidence ce que nous avons en commun; le sociologue Boaventura de Sousa Santos évoque « la défense des biens communs de l'humanité comme réponse à la marchandisation, à la privatisation et à la financiarisation de la vie. Les biens communs sont des biens produits par la nature ou par des groupes humains, qui doivent appartenir à la collectivité et non au secteur privé ou à l'État, même s'il incombe à ce dernier de participer à leur protection. Ils sont le contre-

point du développement capitaliste. (...) L'eau commence à être considérée comme un bien

commun par excellence. Les combats contre sa privatisation dans plusieurs pays figurent parmi ceux qui remportent le plus de victoires! ». Lors de la soirée d'ouverture (organisée par la Coordination Eau IdF) Gus Massiah, l'un des fondateurs du mouvement altermondialiste, évoquait pour caractériser le FAME la naissance du Forum social mondial à Porto Alegre face au sommet de Davos: un nouveau mouvement a émergé à Marseille!

Dans les ingrédients qui ont permis la réussite de ce forum, il y a la construction par les contenus. Un an avant le forum, un appel à contributions a été lancé: environ 200 contributions ont été reçues, qui ont été regroupées en une cinquantaine d'ateliers, animés par 300 intervenants en provenance des cinq continents. Bien entendu, ces initiatives ont impliqué bien plus de personnes et d'organisations, pendant le forum, et même avant! Pour préparer les ateliers de la thématique *Droit à l'eau* et le *Forum des Jeunes*, la Coordination Eau IdF a pris de nombreux contacts, organisé des rencontres, comme les Assises régionales des associations pour l'eau en décembre 2011, etc. Ou encore, elle a sollicité le soutien de nombreuses collectivités pour que le FAME ait l'espace nécessaire pour accueillir tous les ateliers prévus et s'étende au Cabaret Rouge, en face des Docks. La réussite du FAME, c'est tout ce réseau qui s'est constitué. Il y a bien sûr un lien entre le

LES CHIFFRES

5 000 visiteurs aux Docks des Suds, en provenance de 93 pays

Plus de 55 ateliers animés par 300 intervenants en provenance des 5 continents, répartis en 11 thèmes et 2 pôles (jeunesse et recherche)

7 expositions, une sélection de près de 40 films projetés, suivis de débats

Une quinzaine de stands et 2 salles de presse

500 pages sur le site internet en 4 langues (FR-EN-ES-IT)

Plus de 40 708 visiteurs sur le site

140 organisations ont signé la déclaration finale du FAME

LE FAME EN VIDÉO...

Une équipe internationale d'une vingtaine de journalistes et vidéastes, coordonnée par Stefania Molinari (chargée de projet à la Coordination Eau IdF), était sur place pour couvrir l'intégralité de l'événement. Une centaine de vidéos sont dès à présent consultables sur :

www.youtube.com/user/FAME2012onYT



succès du FAME et l'échec du Forum mondial de l'Eau (FME), placé sous la domination des marchands. Il est intéressant de comparer comment les deux forums ont abordé de façon différente les mêmes thématiques. Et l'un des points forts du FAME, c'est l'appropriation par les militants et par le public de la reconnaissance du droit humain à l'eau par l'ONU et la volonté de le voir appliqué. Ce droit ouvre la voie à l'alternative de l'eau bien commun face à l'eau marchandise; et l'eau se fait un catalyseur pour l'exigence de démocratie.

À l'inverse, le FME apparaît comme une machine à remonter le temps: la déclaration ministérielle qui donne le sens politique du forum reprend une formulation antérieure à la déclaration de l'ONU, laissant à chaque État le soin de définir ses propres règles...

Le fil bleu de la démocratie a traversé le FAME avec les expériences

*Ça s'écrit EAU,
mais ça se lit DÉMOCRATIE !*

ces nombreuses de référendums réussis en Italie, dans des villes comme Berlin, Madrid, et en Amérique du Sud. L'exigence de voir les populations consultées sur toutes les grandes décisions concernant l'eau y a trouvé un écho puissant. L'une des stratégies centrales du mouvement est la citoyenneté active, la participation sociale, le pouvoir du peuple, la démocratie de l'eau, ce qui implique l'engagement des citoyens à chaque étape du processus de prise de décision sur la gestion de l'eau. Or, d'une façon générale la politique, la responsabilité des États tendent à disparaître du champ du FME. C'est probablement la raison pour laquelle de nombreuses collectivités locales ont soutenu le FAME.

La percée médiatique est à la fois un signe et un élément du succès. Plus de 60 journalistes étaient présents au FAME mais, surtout, quasiment à chaque fois que le FME était évoqué par un média, le FAME était mentionné en contrepoint. Les messages essentiels concernant le rejet de la marchandisation, l'écologie ou la démocratie, sont passés.

Le FME a mis l'accent sur l'économie verte – au sens de mettre la nature et l'eau dans le champ économique, marchand –, c'est son thème principal et récurrent. Le FAME a dénoncé cette économie verte et, surtout, a consacré la montée en puissance de l'idée de bien commun.

La diversité des participants et des organisations est un autre ingrédient du succès (que l'on retrouve d'ailleurs dans les forums sociaux mondiaux). Au-delà de la diversité idéologique, ce sont des types d'acteurs différents qui se sont retrouvés : militants, or-

NEW YORK, 2010 – RÉSOLUTION 64/292 DE L'ONU SUR LE DROIT À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT *

À l'instigation de la Bolivie, l'Assemblée générale de l'ONU adopte le 28 juillet 2010 une résolution dans laquelle elle déclare que le droit à une eau potable, salubre et propre est un « droit fondamental, essentiel au plein exercice du droit à la vie et de tous les droits de l'homme ». L'objectif est d'accroître les efforts pour fournir « de l'eau potable, salubre, propre, accessible et abordable et l'assainissement pour tous ». Environ 884 millions de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et salubre, et plus de 2,6 milliards n'ont pas accès à des services d'assainissement. « Près de 1,5 million d'enfants âgés de moins de 5 ans meurent chaque année du fait de maladies d'origine hydrique ou liées à l'absence de services d'assainissement », énonce la résolution.

Ce texte a obtenu 122 votes pour, 0 contre et 41 abstentions.

*<http://www.un.org/News/Press/docs/2010/ga10967.doc.htm>



ganisations du mouvement social, lobbyistes, journalistes, analystes, chercheurs, élus, artistes... Les organisateurs ont porté une attention particulière à l'aide au voyage, pour que tous ceux que l'eau intéresse puissent se retrouver

*« L'eau vaut plus que l'or »,
proclament les graffitis sur les murs des
villes et villages d'Argentine, du Pérou,
de Colombie et d'ailleurs.*

au FAME ; la Coordination, par exemple, a organisé le voyage d'une centaine de personnes d'Ile-de-France. De même, la place prise par les jeunes est un atout pour l'avenir du mouvement pour l'eau bien commun.



Leur participation, si elle semblait davantage liée aux manifestations culturelles, parfois de rues, et aux diverses formes d'activisme développées dans et autour du FAME, s'est aussi exprimée dans le cadre du *Forum Jeunes*, par leur engagement militant, la création de réseaux collaboratifs et la recherche, tant scientifique que sociologique.

La dénonciation de l'extractivisme, c'est-à-dire de l'exploitation des biens naturels à l'échelle industrielle, a fortement marqué le FAME en établissant un lien fort entre social et environnemental. À l'inverse, la pollution est un

thème quasiment absent du FME (et de sa déclaration ministérielle) et, quand il apparaît, il est isolé des autres thèmes.

DROIT À L'EAU

La reconnaissance par l'ONU du droit à l'eau comme un droit humain fondamental constitue une victoire éclatante, obtenue grâce aux différents mouvements qui l'ont porté partout dans le monde, depuis des années ; on songe par exemple à la guerre de l'eau à Cochabamba, en Bolivie, et à bien d'autres luttes. Cette victoire est un point d'appui pour rendre ce droit effectif partout, au-delà des déclarations d'intention. La déclaration de l'ONU, non contraignante, a cependant

déjà permis à certaines populations d'avoir gain de cause devant des tribunaux nationaux pour que soit respecté leur droit à l'eau.

Témoignages et revendications, analyses et stratégies, des exemples réussis de participation citoyenne à la gestion de l'eau furent présentés et analysés et, entre socialisation et dynamique politique, les stratégies du mouvement pour le droit à l'eau furent

aussi abordées sous des angles juridiques et législatifs afin de construire des synergies autour de la mise en place d'instruments contraignants, d'étudier les freins pour la mise en place effective du droit.

TRIBUNAL DE L'EAU

L'idée d'un tribunal de l'eau a été abordée dans le cadre des ateliers sur le droit à l'eau : un tribunal spécifiquement dédié aux questions du droit à l'eau et à l'assainissement, ainsi que du droit de l'eau, considérant que celle-ci, en tant que ressource essentielle, se devait d'être protégée pour elle-même...



ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

L'étendue et le contenu du droit à l'eau, tel qu'il est reconnu par l'ONU, sont problématiques ; ainsi, la définition par les organismes internationaux de l'accès à l'eau et à l'assainissement qui sert de base aux statistiques mondiales reste très limitative. Pour bénéficier d'un « accès à l'eau », il suffirait de se trouver à moins d'un kilomètre, ou à 15 minutes du point d'eau.

Le point d'eau est dit « amélioré », mais il ne délivre pas, une fois sur deux, de l'eau potable au sens du *Codex alimentaris*. Les ateliers regroupés ici ont d'abord fait un état de la situation de ceux à qui le néolibéralisme dénie l'exercice de ce droit, en Afrique comme en France ; via l'étude de cas concrets, ils ont montré les pseudo-projets d'adaptation au changement climatique, tels qu'ils sont menés sans considération pour les conditions de vie des populations ; sans oublier d'insister sur l'assainissement, trop souvent oublié quand il s'agit des pays du Sud, les solutions mises en place pour le gérer comme un bien commun et les méthodes pour le financer, en France comme ailleurs.

GESTION ET PARTENARIATS DE L'EAU PUBLIQUE ET COMMUNAUTAIRE

Puisque l'échec de la privatisation est patent, le temps est venu de recentrer le débat sur l'amélioration et la généralisation de la fourniture d'eau publique partout dans le monde. Les ateliers de cette thématique ont mis l'accent sur les moyens de développer des modèles publics, démocratiques, participatifs, sociaux et écologiques pour assurer un accès universel à l'eau et à l'assainissement. « Public »



n'implique pas seulement autorités publiques et opérateurs d'eau publics ; lorsque les autorités publiques échouent, les populations s'organisent elles-mêmes pour construire et gérer leurs propres systèmes. Les partenariats basés sur la solidarité entre opérateurs publics et populations deviennent de plus en plus populaires. Ces ateliers ont permis de faire le point sur les raisons de cet engouement, les critères d'évaluation de tels partenariats et les modes de financement de l'eau publique pour tous, via les rencontres constructives de groupes de la société civile, syndicats, communautés, opérateurs d'eau publics.

MUNICIPAL SERVICES PROJECT

Le Municipal Services Project [MSP] est une initiative de recherche qui explore les alternatives à la privatisation de la fourniture de service pour l'électricité, la santé, l'eau et

PRESSE

Le FAME a été mentionné dans 138 articles papiers ou reportages audio/vidéos dont 10 dans des médias internationaux, 78 mentions dans des médias français et 50 dans les médias régionaux.

l'assainissement en Afrique, Asie et Amérique latine. Il comprend des universitaires, des syndicats, des organisations non gouvernementales, des mouvements sociaux et des militants du monde entier. Les deux premières phases du projet se sont concentrées sur les critiques de la privatisation, mais actuellement l'engagement est entièrement tourné vers l'analyse des modèles de prestation de services afin de comprendre les conditions qui les font réussir (ou non), ainsi que les conditions requises pour leur durabilité et leur reproductibilité.

CHANGEMENT CLIMATIQUE ET FINANCIARISATION DE LA NATURE

Parallèlement à la prise de conscience des limites des réserves d'eau douce, la pression exercée par les fluctuations du prix des denrées de base et le changement climatique se fait sentir dans le monde. Cette triple crise affecte l'appropriation, l'utilisation et l'attri-



PÔLE RECHERCHE

L'eau offre une panoplie d'angles d'approche et d'études qui permettent de mettre en exergue les forces en jeu, au niveau planétaire comme au niveau local.

Et l'un ne va pas sans l'autre.

Les rencontres dédiées à la recherche se situent en dehors des thématiques, qu'elles mélangent par leur approche transversale. De l'anthropologie aux sciences en passant naturellement par les médias et la communication, la politique et l'économie, treize chercheurs (d'âges et de d'horizons différents) militants – engagés socialement –, ont présenté le résultat de leurs études sur l'eau pour partager leurs connaissances avec d'autres chercheurs et, surtout, avec le public.

Ces ateliers, relatifs à des projets de recherche menés dans le domaine de la recherche publique (universités, institutions, centres de recherche...), couvrent un vaste ensemble de thèmes liés les

uns aux autres sur la base des luttes pour l'eau, selon des angles de recherche variés et complémentaires. Ainsi, des exemples de luttes pour l'eau dans le monde, de la Palestine à l'Amérique latine, furent présentés et analysés à la lumière de leurs contextes géopolitique, économiques et/ou médiatiques ; les stratégies de communication développées lors des mouvements citoyens fédérateurs furent décryptées ; des cartographies montrèrent les enjeux politiques et économiques de l'eau dans le monde, les réseaux en action dans ces luttes.

L'accent a aussi été mis sur les outils qu'offrent internet et les nouvelles technologies, les réseaux collaboratifs ; un rapport mondial permanent en

ligne sur le droit à l'eau (RAMPEDRE > <http://www.rampedre.net/>), qui ouvre de nouvelles possibilités de réseaux en enrichissant la lutte pour l'eau d'un outil d'information participatif ; la façon de présenter les enjeux géopolitiques de l'eau par les médias... Et l'éducation à l'eau pour tous, particulièrement la jeunesse, qui joue un rôle de plus en plus important dans la recherche sur l'eau. Sans oublier les mises en perspective du local au global, tant au niveau géopolitique, économique et historique, en replongeant dans les origines culturelles du droit à l'eau et l'importance des mots utilisés dans la définition de celui-ci...

Toutes ces études montrent à quel point l'eau et sa gestion reflètent les enjeux mondiaux et mettent le doigt sur les idéologies dominantes. Un portrait multifacettes qui souligne l'urgence de réagir face à la marchandisation du vivant et décrypte les concepts qui sous-tendent les évolutions des marchés mondiaux de l'eau, en proposant des outils d'analyse et d'action pour les combattre.



bution des ressources, notamment l'eau et la terre. Le changement climatique, associé à la conjoncture actuelle, crée le terreau idéal pour la prolifération des formes, anciennes et nouvelles, de privatisation et d'appropriation des terres à différents niveaux et pour différents motifs, aux dépens des riverains et des peuples, notamment dans l'hémisphère Sud. Cette crise entraîne la nécessité de mettre au point des plans mondiaux et nationaux centrés sur le droit à l'eau et à la nourriture pour les humains, et le droit à l'équilibre pour la Terre. Les dirigeants internationaux et na-

« L'eau potable n'est pas une simple marchandise, elle est irremplaçable ! Et le monde commence cruellement à en manquer. On ne peut pas la laisser entre les mains d'un cartel comme celui du pétrole et du gaz », lançait Maude Barlow, Prix Nobel alternatif de la Paix, présente au FAME.

tionaux ne réagissent cependant pas face au changement climatique.

Cet atelier proposait de comprendre comment les peuples et les citoyens résistent et luttent contre cette « restructuration des ressources » ; qui en sont les acteurs ; quels sont les procédés et les mécanismes – notamment en étudiant comment la valeur de l'eau et de la terre a été ajustée aux forces du marché – et donc comment les droits, l'accès, l'utilisation, le contrôle et la propriété des ressources sont (ré)organisés et (ré)attribués selon les mêmes critères.

RÉSISTANCE CONTRE LES RÉFORMES NÉOLIBÉRALES

À mesure que l'échec des privatisations pour résoudre la crise mondiale de l'eau devient de plus en plus évident, la Banque mondiale s'est montrée plus réservée dans son soutien. Avec l'évolution du discours de la Banque mondiale vers le partenariat public-privé (PPP), nous posons la question de savoir si le PPP est « gagnant-gagnant » ou s'il existe un déséquilibre qui permet à l'une des parties de manipuler la relation ? Les résultats de PPP et de privatisations dans le secteur de l'eau présentés dans cet atelier, particulièrement au Chili, en Indonésie, en Espagne et aux Philippines sont très révélateurs. Nous sommes en permanence confrontés à des institutions et des structures qui imposent un modèle de développement des ressources essentielles basé sur le profit. Face à cela, une stratégie de résistance globale qui affirmerait le pouvoir des citoyens pour choisir à quel système d'approvisionnement,

d'utilisation, de conservation et de traitement ils auraient recours dans leurs localités serait plus pertinente...

EAU ET SANTÉ

Aujourd'hui 2 milliards d'hommes, de femmes et d'enfants n'ont pas accès à l'eau potable. Ils représentent pour le marché une demande non solvable et n'intéressent pas les multinationales. Pourtant, l'accès à l'eau potable représente pour les populations une forme de protection, au même titre que l'accès aux soins. D'après l'*Observation générale n° 15* (publiée en 2003 par le comité de l'ONU), le droit à l'eau est implicitement reconnu dans le pacte international relatif aux droits économiques, sociaux, culturels. Le comité rappelle ainsi que l'eau est une ressource naturelle et un bien public ; elle est essentielle à la vie et à la santé pour mener une vie digne. Le droit à l'eau est une condition préalable à la réalisation des autres droits de l'homme.

L'atelier *Eau et Santé* a permis d'étudier en profondeur les alternatives à opposer aux problèmes de santé liés au manque d'eau potable, ses conséquences pour l'être humain mais aussi pour l'ensemble de la biodiversité.

FEMMES ET EAU

Sur la planète, aujourd'hui encore, les femmes ont majoritairement la charge de pourvoir aux besoins essentiels de toute la famille (lessive, vaisselle, hygiène et soins des enfants) induisant un rapport direct et privilégié à l'eau, dont elles assurent aussi souvent l'approvisionnement. De la rivière à l'eau à la pression, en Europe, elles sont passées par la fontaine, le lavoir, le puits, les caisses à eau...

Si l'accès à l'eau potable est difficile, les femmes et les filles peuvent passer jusqu'à 90 % de leur temps à effectuer des tâches domestiques – temps que les hommes et les garçons peuvent employer à développer des activités sociales, économiques ou politiques, ou à s'instruire. En outre, le temps de trajet vers un point d'eau, effectué seule, rend les femmes particulièrement vulnérables.

Pas d'eau, pas d'émancipation !



CULTURE

Du 14 au 17 mars, aux Docks des Suds.

Les vidéos de Pol'art

Infos sur <http://www.asspolart.com/>

Paroles et Merveilles

Infos sur paroleetmerveilles.free.fr

L'Académie du Chant populaire

Concerts pour l'eau

Eau & poésie

Les expositions aux Docks des Suds

Femmes et Eau, par le collectif 13 Droit des Femmes

La démocratie au fil de l'eau, par la Coordination Eau Ile-de-France

Chronique d'une (r)évolution : le canal de Ventavon, par Adeline

Ben S'mim, La source de la colère, expo-photos de Jeromine Derigny

L'eau sur Mars, par l'association Andromède

Festival de films IN et OFF

Un festival qui explore la thématique universelle et transversale de l'eau et s'avance eau-delà des constats fatalistes, eau-delà des solutions toutes faites et des imaginaires contraints. Ici et ailleurs...



PÔLE FORUM DES JEUNES

Pourvu de multiples facettes, l'engagement des jeunes offre de nouvelles pistes de réflexion hors des sentiers battus du militantisme « traditionnel ».

Le Forum des Jeunes avait ceci en commun avec l'espace dédié à la recherche qu'il transcendait les thématiques pour aborder l'eau avec des angles d'approche différents, de l'ethno-écologie à la chimie, en passant par la sociologie et la sensibilisation. Si l'on devait définir la ligne commune à toutes ces initiatives, ce serait la nécessité de communiquer, de construire en réseaux, ensemble, une société civile impliquée dans les transitions en

cours et qui se base sur l'importance de l'échange des connaissances et la volonté de trouver, à partir de ces connaissances mises en commun, des idées qui permettent de faire avancer le droit à l'eau et la préservation de cette ressource. Si cette génération est exigeante et à l'affût de nouveaux modes d'expression pour ses revendications, elle exprime avant tout un immense besoin de démocratie et veut compter dans les processus de décisions en œuvre pour l'avenir du monde. Cet atelier a réuni

des associations et des collectifs qui proposent de nouvelles alternatives et formes d'action, des étudiants qui s'interrogent sur la place de la participation citoyenne dans la gestion de l'eau, l'accès à l'eau par les populations les plus précaires, ou qui proposent des solutions scientifiques et écologiques... L'âge n'est pas le seul facteur commun de toutes ces initiatives : c'est la volonté de construire, ensemble, un monde meilleur et plus solidaire. Rien de moins.



reusement vulnérables aux violences, sexuelles ou autres. On assiste alors à la mise en place d'un cercle vicieux : le manque d'eau a des conséquences désastreuses sur l'éducation

des filles et sur leur capacité à avoir une vie économiquement et politiquement productive, qui garantissent le développement de leur potentiel.

L'accès à l'eau potable universel aurait des conséquences positives sur la santé de milliards d'êtres humains, mais contribuerait aussi à un changement radical de la place de la femme dans plusieurs sociétés.

EAU ET EXTRACTIVISME

Mines, puits de pétrole et de gaz, plantations ou élevages industriels, barrages hydroélectriques géants... Le terme « extractivisme » nous vient de l'Amérique hispanophone. Faisant référence, au départ, aux activités extractives au sens strict (mines et hydrocarbures), il est de plus en plus utilisé dans les milieux universitaires et militants pour désigner, par extension, l'accélération de toutes les activités d'exploitation des ressources naturelles à échelle industrielle (y compris l'agriculture chimique, et jusqu'aux infrastructures facilitant ces différentes activités) et la place centrale de ces secteurs d'activité pour les économies exportatrices de matières premières.

Enfin, l'extractivisme définit aussi l'une des caractéristiques essentielles du système économique et social dominant, qui ne peut assurer sa pérennité et sa reproduc-

tion sans l'extraction continue des ressources naturelles. La surexploitation de ces ressources fournit effectivement une base matérielle indispensable à nos économies de croissance et à nos sociétés de consommation.

L'exploitation à grande échelle de la nature et de ses ressources s'accélère de façon exponentielle dans les pays du Sud, enfermés dans ce rôle depuis l'époque des colonies. Brouillonnements sociaux et transformations culturelles inévitables, altérations souvent irréversibles des écosystèmes, pollutions aux effets dévastateurs pour la santé, les impacts des industries extractives sont connus et dénoncés. Au Nord aussi, la prédation avance : la récente avalanche de projets d'exploitation d'hydrocarbures dans les pays occidentaux montre bien que, même si les contextes diffèrent, aucun territoire n'est définitivement épargné. Partout, au Sud, comme au Nord, éclatent des conflits entre populations victimes ou menacées, entreprises et pouvoirs publics.

Dans de nombreux endroits de la planète s'organisent des résistances, se structurent des mobilisations, et naissent des mouvements populaires qui s'opposent aux mégaprojets d'exploitation de la nature. L'eau est, presque toujours, au centre de ces combats. Représentants de communautés paysannes et indigènes, membres d'assemblées populaires et de collectifs citoyens, universitaires et associations de différents pays du monde se sont retrouvés autour de l'axe thématique

Eau & extractivisme afin de partager leurs expériences et idées, construire des stratégies pour contrer l'extractivisme sous tou-

Du Nord au Sud, un modèle, des luttes.



CHAQUE INDUSTRIE A SON « LIVRE NOIR ».

Les mines à ciel ouvert polluent les cours d'eau, et les aquifères (produits toxiques et métaux lourds provenant de drainages acides) dégradent les zones de recharge hydrique, détériorent les glaciers et le permafrost.

Dans des régions déjà victimes de stress hydrique, des millions de litres d'eau sont utilisés quotidiennement pour les activités minières au détriment des besoins des populations.

L'extraction d'hydrocarbures de schiste requiert aussi d'énormes quantités d'eau. Chaque opération de fracturation hydraulique consiste à injecter dans le sous-sol entre 10 et 20 millions de litres d'eau, mélangée à du sable et des adjuvants chimiques, dont une partie seulement remonte à la surface, et dont le retraitement pose de sérieuses questions.

L'exploitation pétrolière a un lourd passif : pollutions de l'eau douce et de l'eau de mer accidentelles (marées noires) ou systématiques (delta du Niger, Amazonie équatorienne ou péruvienne...) qui provoquent de véritables tragédies environnementales, sanitaires et humaines.

Les grands barrages hydroélectriques sont à l'origine de la disparition des poissons de nombreux fleuves, ce qui équivaut à la destruction des économies locales basées sur la pêche.

Et la liste est encore longue...

tes ses formes et réaffirmer la centralité de l'eau comme source de vie et bien commun de l'humanité, tout en se posant la question des alternatives au modèle actuel de société. Ces différentes réflexions se poursuivent par ailleurs grâce aux articulations que le forum nous a permis de créer...

CONFLITS ET PARTAGE DE L'EAU

La Méditerranée est aujourd'hui l'une des régions du monde les plus exposées au réchauffement climatique et à ses conséquences dramatiques, notamment sur les disponibilités en eau. Cette perspective attachée au climat renforce une conflictualité déjà extrêmement prégnante attachée à l'eau dans la région. Si en Palestine l'appropriation de l'eau par Israël représente un des motifs majeurs de la poursuite de son occupation des territoires palestiniens et du plateau du Golan, les conflits autour des eaux du Jourdain, du Tigre, de l'Euphrate ou du Nil n'en sont pas moins explosifs à terme. Facteur effectif et potentiel de trouble entre États, l'eau est également devenue dans l'espace méditerranéen, en raison de sa raréfaction physique – laquelle est induite également par l'accroissement des populations et leurs concentrations dans les villes et sur le littoral – une source de profit de plus en plus courue par les entreprises privées. Celles-ci voudraient en faire un bien de marché, alors que tout concourt à la garder comme ressource en partage. Les populations concernées mènent une lutte acharnée pour que cette ressource rare demeure un bien commun et un pont entre les sociétés.

EAU ET AGRICULTURE

Comment voulons-nous nourrir une population croissante et enrichir son alimentation, enrayer la perte des terres, les modèles agricoles dominants mortifères, ainsi que les impacts sociaux et environnementaux négatifs ? L'enjeu est la lutte contre la faim, la sous-alimentation, l'accaparement de l'eau, le partage inéquitable et les solutions contre-productives. Ces questions ont été abordées par des organisations du Nord et du Sud : associations d'agriculteurs, ONGs, syndicats, partis politiques et chercheurs venant de quatorze pays.



APRÈS LE SUCCÈS DU FAME, EN AVANT POUR L'EAU BIEN COMMUN !

« Le whisky se boit, mais l'eau est un sujet de dispute », disent les Anglais.

La raison qui a rassemblé les mouvements de justice pour l'eau à Marseille est que l'eau est devenue un sujet de contestation, de mobilisation sociale et de lutte.

Les organisations et associations qui se sont retrouvées au FAME reconnaissent leur diversité, mais elles sont aussi confrontées à l'urgence de concrétiser leur solidarité et de travailler ensemble au niveau international. Nous luttons contre un modèle de développement qui place le marché en arbitre de toutes les valeurs et fait de l'eau un objet économique et monnayable ; un modèle qui place le profit avant l'humain et avant l'environnement. Ce qui nous a rassemblés dans ce forum est une résolution partagée de contester le Forum mondial de l'Eau commercial et de mettre en avant une nouvelle vision et une nouvelle culture de l'eau, de proposer une alternative concrète. En somme, nos mouvements, de même que l'eau, coulent, circulent et se rejoignent. Nous sommes capables de changer le discours dominant sur l'eau ; nous sommes des mouvements en mouvement.

Le FAME a permis à des militants du monde entier de se rencontrer, d'échanger et de partager leurs expériences, de créer de nouvelles alliances. C'est au cours du forum, par exem-

ple, qu'Elif Karakartal, membre de la Coordination Eau IdF, a été touchée par le témoignage des habitants de Caimanes, village chilien situé au Nord de la capitale, particulièrement touché par la pollution de l'eau, conséquence directe de l'exploitation minière qui sévit dans la région ; la mine concernée appartient à la plus grosse fortune du Chili, qui n'accepte aucune contestation de ses agissements ; et l'État criminalise ceux qui, parmi les habitants, tentent de défendre leurs droits, et attaque en justice leurs avocats. Elif a décidé, en accord avec la délégation de ce village venue au FAME, d'aller mener une enquête *in situ* avec la finalité d'un documentaire/reportage militant. La Coordination Eau IdF lui a réservé un espace privilégié sur son site web, où Elif publie ses chroniques au fur et à mesure, pour que tous puissent suivre le procès en ligne.

Parallèlement à cette vision mondiale, la Coordination Eau IdF continue de développer des projets à l'échelle locale, notamment en initiant la mise en place d'une action pilote concernant les populations sans accès à l'eau courante ou à l'assainissement à Saint-Denis et à Montreuil. Cette action se déroulera en trois phases : la première phase permettra de recenser les populations concernées et les installations publiques existantes ; dans un second temps des recommandations seront élaborées pour permettre d'améliorer la situation de ces populations à l'échelle des municipalités concernées ; enfin, la troisième phase consistera à préparer le projet qui, demandant plus de moyens matériels et techniques, se fera à travers la recherche de financement et l'élaboration d'un agenda.



De même, la Coordination soutient des actions plus ponctuelles, comme la réalisation du documentaire de Michel Garnier, *L'Eau blanche*, qui analyse l'exploitation de plus en plus agressive de la ressource en eau des Alpes, via la production de neige artificielle, les aménagements faits sur et autour des pistes, qui battent des records de besoin en eau. À travers le prisme de ces cristaux surnaturels,

COMITÉ D'ORGANISATION

INTERNATIONAL

ACME Maroc
 Aquattac
 Attac Deutschland
 Attac Togo
 Blue Planet
 Canadian Union of Public Employees (CUPE)
 CeVi (Centro di Volontariato Internazionale)
 Comité malien pour la défense de l'Eau
 Corporate Accountability International
 Council of Canadians
 Eau Secours ! La Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau
 Emmaüs International
 European Public Services Unions
 Focus on the Global South
 Food and Water Watch
 Forum italiano dei movimenti per l'acqua
 Global Water Institute AISBL
 IBON
 Ingeniería Sin Fronteras Catalunya
 Institut européen de recherche sur la politique de l'eau (IERPE)
 Municipal Services Project
 Public Services International
 Reclaiming Public Water
 Trans National Institute

FRANCE

ACME France
 AREP-CAMY
 Association EAU
 Attac France
 Babel's
 CCFD-Terre solidaire
 CFEEDD
 CGT (Fédération des personnels actifs et retraités des services publics)
 Confédération paysanne
 Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics
 Coordination Eau Bien Commun PACA
 Coordination Eau Ile-de-France
 Coordination Rhône-Méditerranée des associations des usagers de l'eau
 Eau Côte d'Or (ECO)
 Fondation Copernic
 Fondation France Libertés
 France Amérique Latine
 Les amis de la Confédération paysanne
 Ligue de l'Enseignement
 MNLE
 Mouvement Utopia
 M'PEP
 Peuples solidaires
 Ritimo
 SNE FSU
 Union syndicale solidaires [SUD]
 Valliance Production

le film propose une réflexion sur l'avenir et les limites de l'exploitation de la montagne à des fins lucratives.

LE BILAN DU FAME A OUVERT DE NOUVELLES PERSPECTIVES.

L'envie de continuer, ensemble, se concrétise actuellement dans des campagnes et, à plus long terme, dans des structures communes, en particulier au niveau européen: initiative citoyenne européenne *L'eau est un droit humain* portée par les syndicats des services publics dès 2012; initiative citoyenne européenne *L'eau aux citoyens* portée par une plate-forme associative (dont font partie la Coordination Eau Île-de-France, la Fondation France Libertés, Emmaüs International...) qui sera lancée fin 2013.

L'objectif de ces initiatives est de réunir, au final, plus d'un million de signatures pour la reconnaissance du droit à l'eau pour tous et de la singularité de cette ressource vitale, afin d'interpeller l'Europe sur ce sujet. Relais de cette initiative en région Ile-de-France et en France, la Coordination a pour projet d'organiser, en 2013, un groupe de travail de *Jeunes Vigies européennes de l'Eau*, première étape vers le forum européen des jeunes pour l'eau, où une délégation des Vigies se rendra, à Sezano (près de Vérone, en Italie). Forum mené en partenariat avec le CeVi (Italie), l'IERPE (Belgique), Enginyera Sense Fronteres (Espagne) et Zavod Volontariat (Slovénie), cet événement vise à valoriser la prise de conscience des jeunes vis-à-vis des questions environnementales, celles de l'eau en particulier, et à promouvoir la participation de la jeunesse dans la définition des politiques européennes environnementales. Au cours de ce forum, les participants rencontreront des élus, experts et députés, dans un échange structuré et participatif au sujet des politiques européennes environnementales, afin d'apporter une analyse innovante



et pertinente de la situation. Puis les jeunes Européens du forum élaboreront des messages de doléances spécifiques sur ces questions, et interpellent les membres du Parlement européen en leur demandant, par une lettre commune, de s'engager en faveur de la participation des jeunes dans la définition des politiques européennes sur l'eau et l'environnement. Les Vigies européennes de l'Eau pourront poursuivre leur action en participant ensuite à l'initiative citoyenne européenne, la campagne *L'eau aux citoyens*, et en prenant part à la création du groupe Jeunesse au sein du Mouvement européen pour l'Eau, une coordination européenne des associations pour l'eau bien commun, dont la mise en place de groupes de travail a démarré en juillet 2012. Une assemblée générale, qui a eu lieu à Florence les 8 et 9 novembre, en a officiellement marqué la naissance.

Le Mouvement européen pour l'eau comme bien commun est un réseau participatif et pluraliste, regroupant des mouvements, des organisations sociales, des comités, des syndicats ayant pour objectif de renforcer la reconnaissance de l'eau comme bien commun et comme droit fondamental universel, un élément essentiel pour tous les être vivants. Il s'inscrit dans un mouvement



europeanwater.org/fr/



UN GRAND MERCI

à toutes les collectivités engagées pour le droit humain à l'eau, et qui ont soutenu l'organisation du Forum alternatif mondial de l'Eau par la Coordination Eau Ile-de-France

Les villes :

Arcueil
Bagnole
Fontenay-sous-Bois
Gentilly
Ivry-sur-Seine
Limay
Montreuil
Morsang-sur-Orge
Les Mureaux
Nanterre
Paris
Saint-Denis
Sevran
Valenton
Villejuif
Villemoisson-sur-Orge
Villeneuve-Saint-Georges
Villepinte

Les Régions

Ile-de-France
Rhône-Alpes

Les communautés d'agglomération :

Plaine commune
Val-de-Bièvre
les Lacs de l'Essonne

Les Conseils généraux :

Nord - Pas-de-Calais
Pyrénées-Orientales
Seine-Saint-Denis
Val-de-Marne

Les régions publiques :

Grenoble
Lacs de l'Essonne
Eau de Paris
le SIAAP

ainsi que :

l'Association nationale des élus communistes et républicains (ANECR)
le CCAS
la Fédération des éluEs vertEs et écologistes (FEVE)
la Fondation Monde solidaire
la Fondation France Libertés
La Gauche par l'exemple
la Ligue de l'enseignement
URVN-FNE-PACA-réseau Graine
le groupe EELV au Sénat

général pour les biens communs, dont l'eau est un symbole, et veut tenir la privatisation et la marchandisation à l'écart de ce bien vital, afin de mettre en place une gestion publique et collective de l'eau fondée sur la participation démocratique des citoyens. C'est dans la logique de ce mouvement que l'Université populaire de l'Eau et du Développement durable (UPEDD), dont la Coordination Eau IdF est partenaire, a invité Maria Kanellou – Mouvement pour l'eau en Grèce à l'initiative de SAVEGREEKWATER (« sauvez l'eau grecque ! ») – à participer le 11 décembre à une projection débat au côté de Gabriella Zanza-

WWW.FAME2012.ORG

naini – Food and water Europe –, pour informer et débattre de la situation particulière de l'eau en Grèce, après la projection du film documentaire d'Ana Dumitrescu, *Khaos, Les Visages humains de la Crise grecque*.

Le Mouvement européen pour l'Eau a notamment interpellé, en mai 2012, les membres de la Commission européenne au sujet des conditions imposées à la Grèce et au Portugal pour leur venir en aide, notamment celle de privatiser l'eau. Dans une lettre cosignée par plus de vingt associations – dont la Coordination Eau IdF – et ONGs de toute l'Europe, le Mouvement européen pour l'Eau a demandé à la Commission européenne de ménager un statut particulier aux services de l'eau de Grèce et du Portugal : outre le fait que les populations concernées sont formellement opposées à la disparition de leurs services publics, le droit à l'eau bénéficie d'un statut particulier accordé par la reconnaissance qu'en a fait l'Assemblée générale de l'ONU. La Commission a répondu une première fois en arguant que la privatisation était la meilleure solution. Une deuxième lettre a été envoyée pour argumenter dans le sens contraire, d'autant plus qu'il est inquiétant de voir la Commission s'engager ainsi sur un terrain idéologique quand on sait qu'elle est supposée rester neutre sur les questions de gestion privée/publique – art. 345 TFEU et



art. 17.1 de la Directive 2006/123/EC sur les services du marché interne. Affaire à suivre...

Darcey O'Callaghan a donné le ton lorsque, en parlant des mouvements pour l'eau qui se sont retrouvés à Marseille, elle soulignait ainsi la nouveauté de la situation : « Les toutes prochaines années vont être le moment opportun pour remplir le vide dans la politique de l'eau au niveau mondial ». Un défi pour le mouvement pour l'eau bien commun, en plein développement.



contact :

COORDINATION@EAU-ILEDEFANCE.FR

site : WWW.EAU-ILEDEFANCE.FR

5, rue de la Révolution 93100 Montreuil
tél : 09 82 31 73 84

La Coordination Eau Ile-de-France poursuit l'élaboration d'un réseau francilien associatif afin de mettre au service des associations et des citoyens son expertise et ses outils ; des actions pilotes sont menées un peu partout en Ile-de-France ; la Coordination participe à l'organisation de réseaux européens pour l'eau, en y apportant l'expérience francilienne, riche et symbolique...

Pour développer et poursuivre ses projets, la Coordination Eau Ile-de-France a besoin de votre soutien.

**DE NOMBREUSES COLLECTIVITÉS ONT SOUTENU ET PARTICIPÉ AU FAME.
CONTINUONS À TRAVAILLER ENSEMBLE.**